

Ferry: pourrait mieux faire, mais se contente de peu

Examen hier d'un budget de l'Education nationale qui n'augmente pas.

C'est l'histoire d'un verre aux trois quarts vide dont on essaierait de faire croire qu'il est à moitié plein. Le budget 2004 de l'Education nationale, adopté hier par l'Assemblée, ne réservait pas de surprise. Dès fin juillet, le gouvernement en avait révélé les grandes lignes: une hausse de 2,8 % dépassant à peine les augmentations mécaniques liées à celles des traitements et des pensions; 1500 créations de postes d'enseignants dans le primaire (+ 55 000 élèves à la rentrée prochaine); 1500 suppressions de postes d'enseignants dans les collèges et lycées en prévision (-25000 élèves); 2500 suppressions de professeurs stagiaires pour anticiper sur la poursuite de la baisse dans le secondaire (100000 élèves d'ici 2006); 1100 suppressions des postes de personnels administratifs. Rien pour la santé et le social (infirmières, assistantes sociales ou médecins scolaires). Enfin, comme l'année derniè-

re, les créations de postes d'assistants d'éducation (13000) sont loin de compenser l'extinction des catégories de surveillants (-9000) et d'aides éducateurs (-13000). Pour Yves Durand (PS, Nord): un budget qui «*hypothèque l'avenir*» et «*traduit une politique de démantèlement du service public*».

Tout le contraire pour Jean-Yves Chamard (UMP), rapporteur de la commission des Finances, qui a martelé une série de chiffres puisés dans les comparaisons internationales réalisées par l'OCDE. Avec une idée en tête: l'école française coûte nettement plus cher (6890 euros par an et par élève dans le secondaire, contre 5375 euros en moyenne) alors que ses résultats se situent tout juste dans la moyenne aux tests internationaux (la France arrive en

15^e position). Conclusion: dépenser plus ne sert à rien – une façon d'admettre, en creux, que la hausse du budget est symbolique.

Ceci posé, ne restaient à Xavier Darcos et Luc Ferry qu'à dérouler des priorités identiques à celles de l'année dernière: «*lutte contre l'illettrisme*», «*lutte contre la violence*», «*accueil des élèves handicapés*», sans oublier «*des politiques modestes mais obstinées*», selon Xavier Darcos, en matière

de sécurité routière ou de lutte contre le tabagisme... Ce dernier a également rappelé que «*l'autonomie des établissements est la clé de la réforme: seule une responsabilisation des acteurs locaux permettra de véritables sursauts qualitatifs*».

Luc Ferry a pour sa part détaillé la mécanique de ce budget doublement vertueux puisqu'il serait «*le meilleur depuis 25 ans*» (j'aime les enseignants) tout en respectant une rigueur de saison (j'aime la

droite): le redéploiement (prendre ici pour donner là); la résorption des excédents dans les académies surdotées; la rigueur dans la gestion – «*ce qui n'a rien à voir avec une logique d'entreprise – mais est-ce vraiment le diable?*». Avenir également: une «*réforme des services académiques*» et une refonte des services s'occupant d'international – «*beaucoup doublonnent*».

Luc Ferry a enfin délivré sa définition d'un «*bon budget*»: il «*ne se mesure pas au fait qu'il augmente mais au fait qu'il soutient des priorités*». Le premier terme de la phrase explique pourquoi le ministre estime que 2004 est un bon crup pour le budget de l'Education. ◆

EMMANUEL DAVIDENKOFF

► **Le président de la commission** organisatrice du débat sur l'école, Claude Thélot, a présenté hier, les 22 sujets à discuter (*Libération* du 21 octobre). Propositions consultables sur www.debatnational.education.fr